Nations Unies E/CN.6/2014/NGO/75

# Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

**Commission de la condition de la femme**
**Cinquante-huitième session**
10-21 mars 2014
**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

## Déclaration présentée par le Virginia Gildersleeve International Fund, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-60730X (F)

Merci de recycler

## Déclaration

Le Virginia Gildersleeve International Fund, organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, présente cette déclaration en vue de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, au sujet de la priorité et du thème retenus. Nous sommes reconnaissants de la possibilité qui nous est donnée de partager les réussites et les difficultés de nos projets. Avec le processus de dépôt de candidatures et les rapports des directeurs de projets, notre organisation est douloureusement consciente du manque de respect des droits fondamentaux des filles et des femmes dans le monde.

D'innombrables études ont montré que promouvoir les droits des filles et des femmes revenait aussi à promouvoir la famille, la collectivité et la nation et que ne pas les promouvoir affectait sérieusement le progrès économique des pays. Lorsqu'on est une fille, on est plus susceptible d'être victime de violence, de se voir refuser l'accès à l'éducation ou à des soins de santé, voire la possibilité de naître. Dès leur naissance, les femmes se heurtent à une discrimination progressive qui leur ferme les portes du crédit et les prive de droits fonciers, de droits au décès de leur conjoint et de possibilités d'emploi. C'est pourquoi le Virginia Gildersleeve International Fund s'engage à défendre et promouvoir les droits des filles et des femmes à l'égalité, à une éducation abordable, à un niveau de vie décent, à la dignité personnelle, à l'indépendance financière, à l'autonomie et à la participation à la vie de la société civile sous toutes ses formes.

Au cours des 44 dernières années, le Virginia Gildersleeve International Fund a, dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de l'après-2015, attribué plus de 2 320 000 dollars de bourses à 486 projets qui ont touché plus de 500 000 filles et femmes. Grâce à de récentes bourses, des femmes ont eu la possibilité de faire œuvre utile dans le domaine des droits de l'homme, de la prévention de la violence, de la formation à l'artisanat et au commerce, de l'alphabétisation des femmes, de la santé maternelle et génésique, de l'éducation à la santé, de la formation en science et en technologie, de l'agriculture durable et des droits légaux des femmes. Leurs projets sont des exemples à suivre pour les États.

L'un des engagements pris dans la Déclaration du Millénaire adoptée par les Nations Unies était de délivrer tous les individus du phénomène abject et déshumanisant qu'est la misère. Le Virginia Gildersleeve International Fund engage les États à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à en admettre les lacunes et à élaborer un nouveau programme axé sur les droits fondamentaux où les femmes seraient représentées à égalité dans les postes à responsabilité et dans les fonctions dirigeantes.

Les objectifs du Millénaire pour le développement visent trois cibles majeures : la valorisation du capital humain, l'amélioration des infrastructures et l'accroissement des droits sociaux, économiques et politiques. Une énorme partie du monde souffre de graves manquements en matière de santé et d'éducation, auxquels viennent s'ajouter les inégalités liées aux revenus, au sexe, à l'appartenance ethnique, au handicap, à l'âge et à la situation géographique. Il faut continuer à travailler pour garantir le bien-être, la dignité et les droits fondamentaux des filles et des femmes.

Comme dans les objectifs du Millénaire pour le développement, des progrès ont été accomplis concernant l'accès et la participation des filles et des femmes à

l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, mais il faut en faire davantage. Des bénéficiaires de bourses du Virginia Gildersleeve International Fund, tels que l'Auxilium Girls' School, la première école anglophone pour filles d'Agartala, dans l'État du Tripura, en Inde, s'attaquent à la question de l'accès des femmes à la science et à la technologie. Le chef de cet établissement, chimiste de formation, a compris qu'il était impossible d'initier les filles à la science et à la technologie sans laboratoires. En 2010, des cours de sciences ont été dispensés aux filles dans l'enseignement primaire et secondaire grâce à une bourse du Virginia Gildersleeve International Fund. Depuis lors, le Virginia Gildersleeve International Fund s'est engagé à financer durant trois ans des laboratoires de biologie, de chimie et de physique pour permettre aux filles d'accéder à des domaines qui étaient jusque-là la chasse gardée des garçons. Au Ghana, l'Association for Women's Empowerment a dispensé une formation en technologies de l'information et de la communication à 289 filles inscrites dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Cette formation a été dispensée pour contribuer à préparer les filles à suivre des études supérieures dans des domaines en rapport avec la science et la technologie et à les intéresser à ces matières. Les compétences que les filles ont acquises durant cette formation les ont préparées aux examens de fin de cycle administrés à l'échelle nationale par le Conseil des examens d'Afrique de l'Ouest. Le projet et les activités financés par notre organisation ont bénéficié du grand soutien de l'association d'enseignants et de parents d'élèves. En raison de la réussite du programme, le coordinateur du projet et un bénéficiaire ont participé au forum national du secteur de l'éducation organisé à Accra. Ce forum a réuni toutes les parties prenantes de l'éducation pour passer en revue les politiques et entamer un dialogue au sujet de questions complexes.

L'ère de l'après-2015 requiert un nouveau dessein et un cadre réactif axé sur la croissance inclusive, l'emploi décent et la protection sociale. Pour ce faire, il faut accroître les budgets alloués à des services essentiels, faire preuve d'une plus grande volonté politique et améliorer l'environnement international de l'action publique. Le développement durable que permet l'intégration de la croissance économique, de la justice sociale et de la gestion de l'environnement doit devenir notre principe directeur et notre norme opérationnelle à tous. Ce programme universel et universellement bénéfique requiert de profondes transformations économiques et un nouveau partenariat mondial.

Des directeurs de projet, qui résident dans des États où la majorité des femmes vivent dans la pauvreté et ne peuvent satisfaire à leurs besoins humains fondamentaux, ont il y a peu été invités à classer par ordre de priorité les enjeux majeurs des objectifs du Millénaire pour le développement et à évaluer les objectifs recommandés par le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015. Sur la base des résultats de cette enquête, le Virginia Gildersleeve International Fund fait les recommandations suivantes :

- Les États, les entreprises et la société civile doivent œuvrer activement en faveur du développement en partenariat. Un nombre significatif des bénéficiaires de nos bourses ont estimé que c'était le plus important des objectifs du Millénaire pour le développement;
- Les États doivent faire en sorte que l'ensemble du développement soit viable sur le plan écologique, y compris pour l'énergie et les ressources naturelles;

- Les États doivent s'engager à proposer des programmes et des soins abordables en matière de procréation pour éliminer le VIH/sida, le paludisme et autres maladies. Au Mali, des bénéficiaires de bourses ont déclaré que c'était le plus important des enjeux dans leur situation;
- Les États doivent s'engager à mettre un terme à toutes les formes de violence envers les filles et les femmes;
- Les États doivent concevoir des politiques et prévoir des budgets adéquats pour faire en sorte que les filles et les femmes aient pleinement accès à l'éducation, y compris dans les domaines en rapport avec la science et la technologie;
- Les États doivent tenir leur engagement en faveur de l'égalité des filles et des femmes à tous les niveaux de la société, y compris dans le maintien de la paix;
- Les États doivent s'engager à donner accès à l'eau et à améliorer son assainissement et à accroître la sécurité alimentaire;
- Les États doivent tenir leur engagement en faveur de la bonne gouvernance et mettre un terme à la corruption. Dans plusieurs pays, des bénéficiaires de bourses ont déclaré que le manque de développement et l'infériorité des femmes étaient principalement imputables à la corruption. L'une des personnes interrogées a déclaré qu'après 34 années passées à fournir des soins de santé maternelle, des systèmes hydriques et de la nourriture et à prévenir la mortalité infantile, elle estimait que les problèmes les plus graves résidaient dans la corruption et le manque d'enseignement primaire;
- Les États doivent veiller à ce que tous les objectifs de l'après-2015 soient totalement inclusifs et tiennent compte des filles et des femmes de tout âge, quelles que soient leur appartenance ethnique, leurs compétences et leur orientation sexuelle;
- Les États doivent veiller à ce que tout nouvel objectif soit global et inclue le développement social, économique et durable.

Selon l'estimation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), les femmes représentent 70 % des personnes vivant dans la pauvreté, laquelle les empêchent d'exercer leurs droits les plus fondamentaux. Il est temps de mettre un terme à la marginalisation des filles et des femmes et de joindre le geste à la parole pour aboutir à la justice sociale.